

Crise migratoire à Ceuta : retrouvez nos informations sur l'afflux de migrants dans l'enclave espagnole

Pedro Sanchez a réclamé une réunion des ministres de l'intérieur européens, tandis que le ministre de l'intérieur de l'Espagne a affirmé qu'« en moins de quarante-huit heures, la situation à Ceuta n'a[vait] plus rien à voir ». La plupart des 50 000 migrants entrés illégalement dans l'enclave espagnole sont retournés au Maroc.

Des navires de la protection civile participent à la mise en place de barrières flottantes au large de l'enclave espagnole de Ceuta, le 1^{er} août 2026. ANTONIO SEMPERE/AP

Vingt-deux pays de l'UE demandent « une visioconférence d'urgence » des ministres de l'intérieur

Vingt-deux dirigeants de l'Union européenne (UE), dont la première ministre italienne et le chancelier allemand, ont demandé samedi une « visioconférence d'urgence » des ministres européens de l'intérieur pour évaluer et répondre à la situation.

« Nous ne pouvons permettre que des franchissements massifs et incontrôlés, l'instrumentalisation des migrations ou d'autres menaces hybrides donnent le sentiment qu'il est possible d'entrer illégalement dans l'Union européenne. Et qu'une entrée illégale puisse ensuite se transformer en séjour légal », estiment les 22 signataires d'une lettre ouverte.

« *Les événements de ces derniers jours exigent une réponse européenne immédiate et coordonnée* », disent-ils dans cette lettre adressée à la présidence irlandaise de l'UE, au président du Conseil européen, Antonio Costa, et à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Des centaines de manifestants antimigrants devant l'ambassade du Maroc à Madrid

Plusieurs centaines de manifestants antimigrants se sont rassemblés, vendredi soir, devant l'ambassade du Maroc à Madrid pour dénoncer « *l'invasion* » migratoire en cours dans l'enclave espagnole de Ceuta, frontalière du Maroc.

« *L'Espagne, chrétienne et pas musulmane !* » et « *Unité nationale !* », ont scandé les manifestants à Madrid, pour beaucoup vêtus entièrement de noir, a constaté sur place un journaliste de l'Agence France-Presse. Devant le cortège, certains ont affiché une grande banderole « *Remigration* », un concept promu par de nombreuses formations d'extrême droite en Europe.

D'autres ont brandi des drapeaux rouge et jaune de l'Espagne, tandis que des voix se sont élevées pour « *défendre l'identité espagnole* ». Plusieurs manifestants ont tendu le bras, certains à visage découvert.

Le premier ministre, Pedro Sanchez, dont le gouvernement défend une approche ouverte en matière migratoire, à contre-courant de nombreux autres pays européens, a été visé par des insultes. Autour des manifestants, un important dispositif policier avait été mis en place devant l'ambassade du Maroc, avec notamment un hélicoptère et un drone de surveillance.

La manifestation, entamée à 20 h 30, s'est dispersée dans le calme une heure plus tard.



Des manifestants d'extrême droite devant l'ambassade du Maroc à Madrid, le 31 juillet 2026. PIERRE-PHILIPPE MARCOU/AFP